

« Je m'adresse une nouvelle fois aux Européens (...) Si vous continuez de vous comporter de cette manière, demain, aucun Européen, aucun Occidental, ne pourra plus faire un pas en sécurité, avec sérénité dans la rue, nulle part dans le monde. »

Recep Tayyip Erdogan
discours à Ankara, 22 mars 2017

LE SULTAN ERDOGAN À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE



LE SULTAN ERDOGAN

À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE

JORDAN BARDELLA

JORDAN BARDELLA
préface de Thierry Mariani

La Fondation ID est partiellement financée par le Parlement européen.
Le Parlement européen ne peut pas être tenu responsable des informations fournies.

Cette publication n'est pas destinée à la vente

Association pour l'Identité et la Démocratie Fondation - ID Fondation
75 boulevard Haussmann
75008 Paris, France

www.id-foundation.eu/fr



LE SULTAN ERDOGAN

Association pour l'Identité et la Démocratie Fondation
ID Fondation

LE SULTAN ERDOGAN

à la conquête de l'Europe



www.id-fondation.eu

*« Je m'adresse une nouvelle fois aux Européens (...)
Si vous continuez de vous comporter de cette manière,
demain, aucun Européen, aucun Occidental,
ne pourra plus faire un pas en sécurité,
avec sérénité dans la rue, nulle part dans le monde. »*

Recep Tayyip Erdogan
discours à Ankara, 22 mars 2017

Tous droits réservés pour tous pays
© Fondation ID, 2020

Association pour l'Identité et la Démocratie Fondation
ID Fondation
75 boulevard Haussmann, 75008 Paris, France

Avant-propos

Toutes les racines de l'identité européenne ont été présentes sur le sol turc. L'ami des civilisations grecques et latines le sait. Il aura visité les vestiges de cette précieuse histoire. Le pèlerin chrétien a peut-être fait le voyage sur les traces de Saint Paul... ou même cheminé jusqu'à Antioche ou le nom de « chrétien » fut donné pour la première fois.

Mais la Turquie a choisi de se détourner de tout cet héritage. Depuis longtemps déjà l'Empire ottoman n'a cessé d'agresser les Nations européennes qui souvent durent se coaliser, comme devant Vienne ou à Lépante, pour résister à ses invasions. Son successeur, l'État turc, fut de tous les malheurs du XX^e siècle, commettant les pires alliances et organisant systématiquement l'expulsion des chrétiens d'Orient de son territoire, allant jusqu'au crime par le génocide des Arméniens et de nombreuses autres communautés orientales en 1915.

Au moment où l'Allemagne instrumentalisait l'influence turque pour inciter les combattants de l'Empire français à la désertion, Ankara conduisait des colonnes dans ce qui est aujourd'hui le désert syrien en brisant les familles, violentant les femmes et abandonnant les hommes aux morsures du désert. Quelques-uns en réchappèrent d'ailleurs grâce à l'intervention d'officiers français. De Belgrade à la petite ville de Qaa au Liban, on se souvient des efforts de la France pour faire face à la Turquie.

L'histoire turque le prouve : le pays a décidé d'être étranger sinon ennemi des Nations européennes. C'est sur le fondement de cette histoire que le potentat Erdogan assied ses déclarations tapageuses menaçant la sécurité des populations européennes, violant régulièrement les souverainetés nationales de la Grèce et de Chypre, noyant les pays des Balkans, envenimant les conflits syriens et libyens, utilisant les réfugiés présents sur son sol pour rançonner les travailleurs européens.

Erdogan ne se voit aucun destin européen, il déteste toute la culture européenne. Influencé par l'idéologie des Frères musulmans, il considère que le retour des Européens au contact des musulmans à partir de la campagne d'Égypte, fut un ferment de désordre et d'impureté pour l'islam. Il a simplement décidé d'utiliser l'argent des Européens pour payer le renouveau économique turc.

A cet égard, il serait éthiquement raisonnable de demander à la Turquie de rembourser les sommes qu'elle a reçues depuis que sa candidature à l'entrée dans l'UE a été acceptée en 1999, puis que les négociations d'adhésion ont débuté en 2005. Evidemment, cela n'est pas un objectif politique réaliste pour le moment. Ce qu'il nous faut exiger c'est la fin des faux semblants.

La fin des faux semblants d'Emmanuel Macron qui devrait refuser la contribution financière de la France à l'UE tant qu'un centime de nos impôts est utilisé par Erdogan pour soutenir sa fuite en avant dans l'islamisme politique. La fin des faux semblants de la Commission européenne qui pleure d'un œil les atteintes permanentes aux droits de l'Homme qui se déroulent en Turquie mais continue à considérer Erdogan comme un partenaire. La fin des faux semblants de l'OTAN qui dorlote son allier turc, allant même jusqu'à éconduire la

France quand celle-ci proteste après la provocation de la marine turque à l'égard de notre flotte le 10 juin 2020. La fin des faux semblants allemands enfin, car Berlin, qui affirme partout être aux côtés des victimes de la Turquie, ne cesse de protéger sa relation spéciale avec Erdogan.

Que l'on comprenne bien : la Turquie n'est pas européenne historiquement et son adhésion à l'UE n'est pas dans l'intérêt de l'Europe, encore moins dans celui de la France. Pourquoi alors s'acharner à intégrer Ankara dans la famille européenne ? Parce que nos gouvernements successifs ont peur. Peur de dire que les peuples européens ont une identité, une culture, une généalogie et que celles-ci n'ont jamais intégré la Turquie.

En mars 2020, mon ami Alexandre Del Valle écrivait dans Valeurs Actuelles : « Plus que jamais, le néo-ottoman Erdogan teste les réactions de ses voisins. Il ne s'arrêtera que lorsqu'il trouvera en face de lui une résistance et une unité¹. » En hissant Marine Le Pen à la tête de notre pays, nous trouverions une dirigeante capable de faire face au calife et à ses vizirs. Il y a urgence !

Thierry Mariani

Député européen

Membre du bureau de la Fondation ID

Partie 1

Nostalgie ottomane

Avec plus de dix-sept années à la tête de l'État turc, successivement comme Premier ministre (2003-2014) et Président de la République (depuis 2014), Recep Tayyip Erdogan est le responsable politique qui peut s'enorgueillir du plus long mandat de l'histoire de la Turquie contemporaine, dépassant désormais celui de son Père fondateur, Mustafa Kemal.

Depuis novembre 2002 et l'arrivée au pouvoir de son parti, le Parti de la Justice et du Développement (AKP), si Erdogan a pu sembler emprunter un temps la voie de la continuité avec la période précédente, il aura finalement renforcé un pouvoir personnel et autoritaire, accéléré l'islamisation de l'État turc et déployé une politique étrangère de plus en plus belliqueuse.

1. Erdogan, le Janus du Bosphore

Dans la mythologie romaine, le dieu Janus est représenté avec deux visages opposés, si bien qu'en regardant l'un, on ne peut apercevoir l'autre. À bien des égards, le parcours de l'actuel douzième Président de la République de Turquie autorise cette comparaison.

La possibilité d'un régime démocrate-musulman

Ses premiers pas en politique, le jeune Erdogan les fait à 21 ans en 1974 au sein du Parti du Salut National (MSP)², le mouvement islamique et conservateur fondé par Necmettin Erbakan, figure essentielle de l'islamisme politique turc³. Après la dissolution du MSP dans la foulée du coup d'État militaire de 1980, c'est sous les couleurs du Parti de la Prospérité (Refah Partisi) qu'Erdogan poursuit son engagement et qu'il réussit à être élu maire d'Istanbul en 1994, promettant notamment la construction d'une mosquée sur la place Taksim.

Certaines de ses prises de parole sont alors explicitement offensives, comme lors d'un meeting à Siirt en décembre 1997 où il excite la foule avec des métaphores qu'il prétendra empruntées au poète nationaliste Gökalp⁴ :

« Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ».

Cette récitation lui vaudra en avril 1998 une condamnation à dix mois de prison pour incitation à la haine. Les militaires ont alors repris la main, traquant farouchement tous ceux qui remettent en cause la Constitution kémaliste et sa laïcité, à commencer par le mentor d'Erdogan, Necmettin Erbakan, obligé de renoncer à son poste de Premier ministre (1996-1997) quelques mois seulement après y avoir accédé.

Cet échec précoce de l'islamisme politique au pouvoir est fondateur à bien des égards pour Erdogan. Quand il sort de prison en juillet 1999, alors chantre de la liberté d'expression auprès de ses partisans, il s'entoure de ce que le pays fait de mieux en matière de communication. « Erdogan » devient une marque⁵. Très vite, il comprend qu'endosser ostensiblement les habits de l'islamisme ou attaquer trop frontalement l'héritage kémaliste reviendrait à susciter l'hostilité de l'armée et à s'exposer à un risque de dissolution. Pour résoudre ce dilemme, la nostalgie ottomane constitue une stratégie politique idéale qui permet plus habilement de saper le kémalisme et d'islamiser le nationalisme turc⁶.

À peine créé, l'AKP est victorieux lors des élections législatives de 2002 où, grâce au système électoral turc en vigueur, il emporte près des deux tiers des sièges pour 34% des suffrages exprimés seulement. Son leader Recep Tayyip Erdogan doit attendre la levée de son inéligibilité pour, enfin, devenir Premier ministre en mars 2003.

D'emblée, le nouveau parti au pouvoir entend mettre la main sur l'appareil d'État pour en renouveler les élites kémalistes bien installées. Entre novembre 2002 et décembre 2003, 35 000 nouvelles nominations de personnel sont effectuées, les préfets sont remplacés, les effectifs de la Présidence des Affaires religieuses très largement augmentés⁷. Pour accomplir cette tâche, l'AKP peut notamment compter sur le réseau très dense de la confrérie Gülen qui, depuis des années, a œuvré à la formation de cadres et veut faire de l'islam un projet de transformation sociale⁸.

Pour autant, le discours n'est pas virulent et prend au contraire volontiers des accents réformistes et libéraux, ce qui vaudra à l'AKP de nombreux ralliements, y compris de députés du Parti républicain du peuple (CHP), le parti historique de Mustafa Kemal. Les succès économiques et sociaux sont au rendez-vous : la richesse nationale triple en cinq ans⁹. Erdogan se constitue par ailleurs en fervent partisan de l'adhésion de son pays à l'Union européenne et parvient à apparaître sur la scène européenne comme le pendant musulman de la démocratie-chrétienne.

Avec le recul aujourd'hui permis, cette posture libérale pro-européenne apparaît moins comme une véritable conviction d'europanisation de la Turquie que comme une stratégie de circonstance qui visait à normaliser l'AKP et à dissiper les soupçons pesant sur son leader¹⁰. Celui qui était alors maire d'Istanbul ne s'est-il pas dit « prêt à porter une soutane de prêtre pour faire régner dans la vie cette vérité [l'islam]¹¹ » ? N'a-t-il pas déclaré publiquement en 1996 que « la démocratie, c'est comme un tramway, une fois arrivé au terminus, on en descend¹² » ?

L'affirmation islamo-autoritaire du pouvoir d'Erdogan

De ce point de vue, la dé-laïcisation progressive de l'État turc notamment à partir de 2008 est très révélatrice de la manière dont Erdogan s'est revêtu des habits du Frère Musulman qu'il n'avait certainement jamais cessé d'être. En 2008, l'AKP fait voter au Parlement un amendement à la Constitution autorisant le port du voile à l'université, dont l'interdiction avait été plusieurs fois réaffirmée depuis 1995. Le texte est retoqué par la Cour constitutionnelle turque pour violation de la laïcité, mais le port du voile des étudiantes du supérieur est néanmoins libéralisé en 2011. L'autorisation est étendue successivement à toute la fonction publique et au Parlement (2013) — de même que le port de la barbe pour les hommes, puis dans l'enseignement secondaire (2014), à la police (2016) et, enfin, au sein de l'armée (2017).

L'on pourrait accumuler les exemples attestant d'une islamisation de l'État et par l'État, ne serait-ce que le bond de 335% en dix ans du budget de la Présidence des Affaires religieuses (Diyanet), l'encouragement à la prière et au jeûne par les ministres, l'explosion du nombre de mosquées, ou encore la croissance exponentielle d'un quasi système éducatif parallèle, celui des lycées *Imam Hatip*¹³.

Erdogan a par ailleurs présenté son autre visage en ce qui concerne sa conduite du pouvoir. Libéral lorsqu'il s'agissait de mener une lutte d'attrition contre l'establishment militaro-kémaliste, il a considérablement renforcé la nature autoritaire de son régime depuis 2013, année charnière marquée par l'opposition judiciaire menée par Fetullah Gülen en 2013 et par les protestations du parc Gezi et de la place Taksim qui s'étendent rapidement à tout le pays dans la foulée des « Printemps arabes ». La presse est tenue et l'armée, qui iro-

niquement a été largement purgée par les mêmes qui seront traqués au lendemain du putsch manqué de 2016, les gülenistes, n'est plus un contre-pouvoir.

La nouvelle Constitution, acceptée de justesse (51%) par référendum le 16 avril 2017, fait de la Turquie un régime présidentiel où le Président gouverne par décrets, sans Premier ministre, désigne les membres de la haute administration, et où l'Assemblée n'est plus qu'une chambre d'enregistrement. Réélu dès le premier tour en juin 2018, Recep Tayyip Erdogan gouverne désormais seul tandis que son parti fait alliance avec les ultranationalistes du MHP de Devlet Bahçeli, réalisant pleinement la fameuse « synthèse turco-islamique ».

Néo-ottomanisme : Comment Erdogan utilise l'histoire et la mémoire

« Le passé n'est jamais mort. Il n'est même pas passé »
(William Faulkner, Requiem pour une nonne, 1951)

Le 24 juillet 2020, Recep Tayyip Erdogan assiste à la prière qui marque la reconversion officielle de Sainte-Sophie en mosquée. Église durant près d'un millénaire, musée depuis quatre-vingt-six ans après que Mustafa Kemal eut décidé de la restituer à l'humanité, l'édifice renoue avec la geste du sultan Ottoman Mehmet II qui, en 1453, arracha Constantinople des mains des chrétiens Byzantins. Le décret pris par le Président turc n'a pas simplement obéi à des enjeux électoraux visant à satisfaire sa base nationaliste, il est le reflet d'une conviction qui fait de l'histoire et de la mémoire une véritable politique de l'identité : le néo-ottomanisme.

Le néo-ottomanisme peut être défini synthétiquement comme l'enracinement de l'identité nationale turque dans l'héritage islamique ottoman¹⁴. En cela le concept n'a rien de neuf puisqu'il a constitué un élément important de figures politiques islamo-nationalistes comme Necmettin Erbakan ou Necip Fazıl, mentors d'Erdogan. Ce dernier, en revanche, traduit le néo-ottomanisme en actes ; il s'en sert pour justifier l'affermissement de son pouvoir, pour islamiser la société et relever l'étendard de l'islam¹⁵.

La période ottomane — mais aussi l'épopée des Seldjoukides qui l'a précédée — est convoquée de manière permanente par Erdogan pour servir de mythe politique mobilisateur, celui de l'âge d'or¹⁶, auquel les Européens et Mustafa Kemal auraient mis fin ; les premiers en dépeçant l'Empire ottoman après 1918, le second en abolissant le sultanat et le califat et en occidentalisant à marche forcée le peuple turc.

Loin de ne s'adresser qu'à une certaine élite cultivée, le néo-ottomanisme fait écho à l'aspiration profonde de nombreux Turcs qu'Erdogan a bien comprise. La révolution culturelle kémaliste s'est imposée à l'État, mais la greffe laïque et républicaine n'a jamais véritablement pris dans les cœurs et les esprits. Pour paraphraser le général de Gaulle à propos de la Russie et du communisme, la Turquie a bu le kémalisme comme le buvard boit l'encre.

Le néo-ottomanisme n'est pas une attitude réactionnaire, mais propose une nostalgie dynamique donnant au peuple turc l'état d'esprit nécessaire pour affronter les défis du présent et à venir. Il n'est dès lors pas étonnant qu'Erdogan fasse référence de manière presque obsessionnelle au sultan Abdulhamid II (1876-1909). Dernier souverain absolu ottoman, après une phase de libéralisation et de constitutionnalisation de l'Empire, il finit par durcir son pouvoir et se dresser face à l'Occident au nom de la lutte contre une menace existentielle qu'Erdogan réactualise en l'attribuant aux Occidentaux, aux sionistes, mais aussi à « l'ennemi intérieur » kurde du PKK¹⁷.

2. La politique étrangère d'Erdogan : la revanche des passions

« Zéro problème avec les voisins »

Jusqu'au tout début des années 2000, la Turquie contemporaine s'est arc-boutée autour d'un axe Est-Ouest, cherchant tout à la fois à conserver l'enracinement de la République à l'Ouest, tout en revendiquant l'héritage turcique des steppes à l'Est¹⁸. Un homme, Ahmet Davutoglu, universitaire et théoricien à systèmes, va radicalement infléchir ce *statu quo* géopolitique auprès d'Erdogan, d'abord comme conseiller sur les questions internationales (2003-2009), puis comme ministre des Affaires étrangères (2009-2014) avant d'être Premier ministre (2014-2016).

Le point de départ de celui qu'Erdogan appelle respectueusement Hodja (maître) est la conviction que la Turquie, héritière légitime de l'Empire ottoman, ne peut plus limiter l'horizon de sa pensée géostratégique à ses frontières territoriales légales. La Turquie, pays à la « profondeur stratégique » exceptionnelle du fait de son passé impérial, serait une puissance « empêchée » qui doit retrouver un rayonnement sur la scène internationale en renforçant considérablement ses relations avec les anciennes provinces ottomanes.

Jusqu'en 2011, Ankara va dès lors déployer un agenda régional : accords de libre-échange économique, délivrance de visas, activation de canaux d'influence culturels (avec l'aide notamment des écoles gülenistes)¹⁹. De plus, des liens amicaux sont entretenus avec Israël. Cette diplomatie du « zéro problème avec les voisins », à commencer avec la Syrie de Bachar al-Assad, va de pair avec l'engagement dans les négociations du processus d'adhésion à l'UE.

La désillusion, moteur de la radicalisation

Erdogan se rêve en modèle politique du Moyen-Orient. L'irruption des « printemps arabes » lui donne ainsi qu'à Davutoglu l'occasion de mettre à l'épreuve l'efficacité de leur politique d'influence néo-ottomane. Ankara voit dans la chute des régimes autoritaires laïques de la région et la montée en force des Frères musulmans l'occasion d'une recomposition globale dont elle serait le chef d'orchestre. Mais la Syrie et la Libye sombrent dans la guerre civile, tandis qu'en Tunisie et surtout en Égypte, où Mohammed Morsi était un espoir pour Erdogan, les partis frères de l'AKP sont évincés. Hormis ses liens renforcés avec le Qatar, la Turquie entre dans un « splendide isolement²⁰ » au moment même où à l'intérieur du pays Erdogan serre la vis du régime.

De « frère » à qui Erdogan conseille même de lâcher du lest, Bachar al-Assad devient un dirigeant à faire remplacer par un pouvoir islamiste. La Turquie fait de son territoire un sanctuaire pour l'opposition armée à Assad²¹ et sera davantage pré-occupée par la prise d'importance opérationnelle des Kurdes Syriens de l'YPG que par l'État islamique. La « crise des réfugiés » va également donner à Erdogan des moyens de pression

à l'égard de l'Europe, France et Allemagne en tête, qui ont « humilié » la Turquie en coupant court à tout espoir d'une adhésion prochaine à l'Union européenne. L'accord de mars 2016 de six milliards d'euros l'installe en agent régulateur de l'autoroute migratoire Asie-Balkans-Europe occidentale et lui permet de pratiquer le chantage à l'ouverture des flux comme à l'hiver 2020 sur le fleuve Evros.

La doctrine de Davutoglu est un échec. Ankara n'est pas parvenu à asseoir une influence hégémonique dans son hinterland ottoman. Le Hodja est remercié en 2016, Erdogan va prendre seul les rênes de la politique étrangère turque et affirmer ouvertement un hard power tout en se faisant le héraut des causes islamiques à travers le monde.

La mer comme exutoire d'une diplomatie contrariée

« La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre »

La formule bien connue du géographe Yves Lacoste prend tout son sens appliquée à la Turquie. Bien que disposant d'un accès à trois mers, elle reste cantonnée à l'extrémité de la Méditerranée orientale, entourée d'îles appartenant à des États étrangers (Chypre, Dodécannèse, Crète, îles grecques égéennes). Telle que la conçoit Erdogan, la Turquie est donc d'abord une puissance encerclée que Mustafa Kemal, bien que victorieux des puissances étrangères lors de la guerre d'indépendance qui enterre le traité de Sèvres de 1920, a accepté de réduire à la portion congrue lors du traité de Lausanne de 1923. Enfermée dans la péninsule anatolienne, la Turquie se serait par ailleurs trop détournée des affaires maritimes, alors que la mer est au cœur du projet néo-ottomaniste.

« Nous sommes les héritiers d'un État de 22 millions de kilomètres carrés à l'échelle mondiale. Nous avons récemment encore un territoire de 3 millions de kilomètres carrés. À Lausanne, ils ont été réduits à 780 000 kilomètres. Lausanne n'est pas un texte sacré. La Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide sont terminées. Les équilibres établis après la guerre froide s'effondrent. Mais ils essaient de nous enfermer à Lausanne. J'en suis désolé. »

(Recep Tayyip Erdogan, 21 octobre 2019)

C'est en effet la mer qui est au cœur de la politique internationale révisionniste qu'Erdogan accélère depuis plusieurs années. Ankara peut ici compter sur les travaux d'amiraux qui, appartenant plutôt à la gauche nationaliste (*ulusalcilik*), mais revenus en force après le départ des gülenistes, développent des thèses eurasistes qui se marient très bien aux ambitions du Président turc²². Le concept phare est celui de « Patrie Bleue » (*Mavi Vatan*), développé dès 2006 par l'amiral Cem Gürdeniz, mais qui ne se hisse aux sommets qu'à partir de 2016²³.

L'expression est désormais partout : dans les déclarations publiques, comme nom de baptême d'exercices navals (mars 2019) ou comme titre de la revue officielle de l'École de Guerre navale turque²⁴. Il est surtout repris et revendiqué par Erdogan en personne qui, après avoir posé le 31 août 2019 devant une carte de la *Mavi Vatan* à l'université de Défense d'Istanbul, a déclaré au peuple turc lors de son allocution annuelle du 29 octobre suivant :

« Nous sommes fiers de brandir notre glorieuse bannière turque dans toutes nos mers. J'affirme que nous sommes en capacité de défendre la moindre parcelle de nos 462 000 mètres carrés de "patrie bleue" avec une grande détermination et que nous assumerons tous les devoirs possibles à venir²⁵. »

La Patrie Bleue épouse l'étendue de ce qu'Ankara estime être sa zone économique exclusive (ZEE). Mais la Turquie ayant refusé de signer la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), conclue à Montego Bay en 1982, elle n'en partage pas la même définition que ses voisins, à commencer par Chypre et la Grèce. Tandis qu'Athènes prône une délimitation des plateaux continentaux turc et grec à équidistance à partir de l'île grecque la plus à l'est de la mer Égée, Ankara revendique un plateau beaucoup plus étendu et nie même la souveraineté grecque sur certains îlots considérés comme relevant d'une zone grise²⁶.

La Libye et la course au partage de la Méditerranée orientale

Cette bataille juridique n'est pas une fin en soi. Elle est exacerbée depuis que les découvertes de réserves gazières en Méditerranée orientale ont donné lieu à un phénomène accru de territorialisation des mers²⁷. Ainsi Ankara ne reconnaît pas les délimitations fixées par la République de Chypre au sud de l'île et son découpage de blocs sous appels d'offres pour l'exploitation de ressources gazières²⁸. Erdogan n'hésite plus à recourir à la diplomatie de la canonnière : il projette des bâtiments de sa Marine pour empêcher des navires de forage d'atteindre la ZEE chypriote (février 2018), et multiplie depuis 2019 l'expédition de bateaux de recherche sismique et de forage, accompagnés de navires de guerre, dans les ZEE chypriote et grecque qu'il conteste.

La doctrine de la Patrie Bleue se traduit aussi par une augmentation conséquente du programme d'armement naval turc. Onzième flotte du globe, quatrième en Méditerranée, la Marine turque commande de nouveaux sous-marins et de

nouvelles frégates, mais compte surtout sur la mise en service d'un porte-hélicoptère d'assaut, *l'Anadolu*²⁹, qui sera capable d'embarquer une trentaine d'aéronefs, 700 hommes, et une centaine de véhicules blindés³⁰. De quoi donner à cette force navale les dimensions d'une marine régionale apte à projeter de la puissance au-delà des mers semi-fermées qui l'entourent, vers les zones d'intérêt du golfe Persique et de l'Afrique orientale, où Erdogan entend bien se substituer aux Occidentaux dans ce qui fut une zone d'influence ottomane.

L'intervention turque en Libye est un condensé de la nouvelle orientation prise par la politique étrangère d'Erdogan et répond directement aux objectifs de la Patrie Bleue. En signant un accord de coopération militaire avec le chef du Gouvernement d'entente nationale (GNA), Favez el-Sarraj, le 27 novembre 2019, Erdogan a permis la montée en gamme de son aide à Tripoli contre les troupes du maréchal Haftar. Experts militaires, munitions, matériel anti-aérien, équipements de guerre électronique, flotte au large des côtes et surtout drones armés turcs vont permettre rapidement à Sarraj de repousser son adversaire vers la Cyrénaïque. À l'aide de contingents de mercenaires islamistes importés de Syrie, Ankara pratique la « guerre par procuration » (war by proxy), forme récurrente des conflits armés contemporains³¹.

Sur l'échiquier régional, en devenant le soutien incontournable du GNA libyen, reconnu par l'ONU, Erdogan rompt en partie l'isolement dans lequel il se trouve depuis 2013. Surtout, par un accord de délimitation maritime avec Sarraj, il étend sa frontière maritime jusqu'au sud de la Crète, s'offrant un corridor vers les eldorados gazières de la Méditerranée orientale. « Grâce à cette coopération militaire et énergétique, on a renversé le traité de Sèvres » peut alors déclarer Erdogan

lors d'une intervention télévisée du 16 décembre 2019. Cette provocation à l'endroit des Européens se manifeste aussi à la surface des eaux, avec le refus par la Marine turque de laisser les bâtiments français ou italiens opérer la vérification des cargaisons de navires à destination de la Libye sous embargo militaire. Cet activisme maritime d'Ankara se traduit par des incidents d'une gravité particulière, comme le 10 juin 2020 où la frégate française Courbet est « illuminée » par les radars de tir d'un navire turc.

Enfin, avec la perspective d'établir une base militaire permanente à Al-Watiya, tout près de la frontière tunisienne, Erdogan pourrait s'arroger une sorte de protectorat militaire en Tripolitaine et contrôler une voie migratoire essentielle de l'Afrique vers l'Europe occidentale. L'enjeu historique et mémoriel ne saurait être ignoré puisque la Libye, et la Régence de Tripoli en particulier, fut une pièce essentielle quoique longtemps autonome au sein du dispositif impérial ottoman.

Avec des interventions et des implications directes dans de nombreux théâtres allant de la Libye au Caucase du Sud en passant par le Kurdistan irakien, le Nord de la Syrie, les eaux chypriotes et la mer Égée, la Turquie d'Erdogan manie la canonnnière et le drone³² dans une volonté de remise en cause ou de négation de traités qu'elle estime corseter ses intérêts et sa puissance. Finalement, celui qui, dès que possible, invoque le geste des sultans ottomans, sera parvenu à faire prendre à son pays le contre-pied de l'ambition kémaliste de « paix dans le pays, paix dans le monde ».

Partie 2

Les déclarations provocatrices et belliqueuses de la Turquie envers les États européens, qui se sont récemment multipliées, proviennent du plus haut niveau de l'appareil d'État turc, abondamment relayées par les médias nationaux. Des hommes politiques turcs de premier plan se sont fait une spécialité d'accuser en permanence l'Europe d'« islamophobie » et d'appeler non seulement les Turcs mais l'ensemble des musulmans à rejeter les valeurs occidentales.

L'idée, chère à Erdogan et à ses stratèges consiste à présenter le prosélytisme politico-religieux et néo-ottoman comme la « réparation » d'une « arrogance » européenne première et d'une acculturation néfaste. Ces discours iront particulièrement loin dans l'affront, comme lorsque Alparslan Kavaklioglu, à la tête de la Commission parlementaire sur le renseignement et la sécurité, a déclaré en mars 2018 :

« L'Europe deviendra musulmane. Nous y arriverons, si Dieu le souhaite. J'en suis certain³³. »

En janvier 2019, dans un discours prononcé à Izmir, Erdogan en personne a déclaré que les frontières turques s'étalaient « de Vienne jusqu'aux rives de l'Adriatique, du Turkestan oriental [la région du Xinjiang, en Chine] à la Mer Noire³⁴. »

Mais cette posture néo-ottomane de la Turquie, lancée comme un défi à l'Europe, est loin de se limiter à la rhétorique. Au cours de la décennie passée, Ankara a investi des sommes et des efforts considérables dans diverses organisations, gouvernementales et non-gouvernementales, pour pousser son agenda politique en Europe.

1. L'activisme politique turc en Europe et ses relais d'influence

L'action belliqueuse des services de renseignement turcs

Le renseignement de plusieurs pays européens a rapporté une hausse drastique de l'activité des services de renseignement turcs au sein de leurs pays depuis quelques années³⁵. Le coup d'État manqué de l'été 2016 a servi de prétexte à Ankara pour intensifier ses opérations d'agression, n'hésitant pas à employer des méthodes de type mafieux allant de l'intimidation directe d'opposants par des agents, comme en Allemagne, jusqu'à l'enlèvement d'opposants au régime. En 2018, 80 citoyens turcs réfugiés à l'étranger ont été enlevés par les services de renseignement du régime dans 18 pays différents³⁶. La Turquie a aussi été accusée de détourner le système de « fiche rouge » d'Interpol en y inscrivant des noms d'opposants politiques³⁷.

Les services turcs n'hésitent pas non plus à utiliser des organisations criminelles comme relai d'influence. En Allemagne, l'organisation Osmanen Germania, forte de quelque 2 500 membres, diffuse l'idéologie néo-ottomane de l'AKP. Elle prend pour cible les militants du PKK, les expatriés turcs d'extrême gauche et les sympathisants de Fetullah Gülen (ce qui conduit non sans ironie le gouvernement turc à qualifier

Osmanen Germania d'organisation « anti-terroriste »).

Le gouvernement fédéral allemand considère que cette organisation a été cooptée par les services turcs et est utilisée pour intimider et cibler les adversaires du gouvernement turc en Allemagne. Plusieurs témoins ont rapporté avoir subi des pressions de la part de caïds appartenant à l'organisation au moment du référendum de 2018³⁸. Le MIT (les services secrets turcs) va même plus loin et monte de véritables opérations commando visant à éliminer des opposants à l'étranger. En janvier 2013, trois militants kurdes sont ainsi assassinés par balle en plein Paris. Les autorités turques ont systématiquement refusé de répondre aux demandes de la justice française dans l'enquête qui a suivi³⁹.

Les réseaux d'influence de la Turquie d'Erdogan en Europe : Diyanet et Millî Görüş

Les actions de la Turquie à l'étranger, qu'elles relèvent de la politique d'influence ou de l'espionnage pur et simple, sont conduites par ses ambassades, qui bénéficient de l'immunité diplomatique. Mais ces dernières ne sont que des relais au sein d'un plus vaste réseau d'associations, d'ONG et d'entreprises privées au service des intérêts turcs à l'étranger. La clé de voûte de cet édifice est le Millî Görüş (« Vision Nationale » en turc), une organisation fondée en 1960 par Necmettin Erbakan, le mentor politique d'Erdogan. Le Millî Görüş présente la particularité de défendre à la fois l'islamisme et le nationalisme turc, alors que les organisations islamistes furent et sont habituellement hostiles au nationalisme qu'elles considèrent contraire aux préceptes de l'islam. Cette organisation a pour modèle les Frères musulmans dont elle reprend certains objectifs mais avant tout la stratégie,

en y ajoutant une idéologie néo-ottomane qui la distingue de l'islamisme frériste. Le Millî Görüş compterait non moins de 300 000 membres et sympathisants en Europe, et contrôle des centaines de mosquées, notamment en Allemagne.

Les services de renseignement allemands se sont particulièrement intéressés à cette organisation du fait de son implantation relativement ancienne sur le sol national. Ils dressent un constat alarmant, la qualifiant d'organisation anti-occidentale, anti-démocratique et antisémite. Surtout, ils présentent le groupe comme une menace directe pesant sur les efforts d'assimilation des immigrés Turcs par le gouvernement allemand. En cause notamment, les prêches développant une vision islamiste du monde, en particulier à destination des enfants et des adolescents, par le biais de leurs activités sociales et éducatives⁴⁰. Une des caractéristiques de la politique turque à l'égard de sa diaspora est en effet l'accent mis sur la communautarisation de ses émigrés, afin que ceux-ci ne s'assimilent pas à leur pays d'accueil et demeurent fidèles aux intérêts de la Turquie.

En Allemagne, pays dont la moitié des résidents musulmans sont d'origine turque, DİTİB gère 900 communautés dans les grandes villes, et 400 autres dépendent du Millî Görüş. Les religieux qui gèrent ces mosquées sont liés au Diyanet, qui s'occupe de leur formation et de leur rémunération. Seuls 10% des imams de la DİTİB ou du Millî Görüş ont grandi en Allemagne : les autres sont directement dépêchés par Ankara, souvent sans même qu'ils parlent allemand. Bien qu'il soit possible, depuis quelques années, d'étudier la théologie musulmane à l'université, la DİTİB boycotte ces cursus en langue allemande, et recrute uniquement ses imams parmi les diplômés des universités turques⁴¹.

Le soutien bienveillant apporté par Ankara au Millî Görüş constitue un tournant opéré par l'AKP, rompant avec la politique turque qui prévalait jusqu'alors. Dans les pays dotés d'une forte présence immigrée turque, les organisations promues par le Diyanet, l'agence gouvernementale turque responsable des affaires religieuses, étaient traditionnellement plutôt porteuses d'un islam modéré d'inspiration kémaliste, insistant sur la séparation de la religion et de l'État, et en opposition aux organisations islamistes telles que le Millî Görüş. La bascule a lieu en 2005 lorsque l'AKP, qui réussit à consolider son pouvoir, remplace plusieurs dirigeants clés du Diyanet et pousse à la modification de ses positions théologiques. Les frontières entre le Diyanet et Millî Görüş, auparavant bien marquées, se sont ainsi peu à peu estompées.

Le rapprochement entre le Diyanet et le Millî Görüş vise essentiellement à accroître l'emprise de l'AKP sur la diaspora turque en Europe. Ce duo institutionnel et militant représente désormais un vecteur d'influence considérable pour Erdogan, qui peut désormais employer son emprise sur les communautés turques d'Europe comme levier dans ses négociations diplomatiques⁴². Cette stratégie de contrôle de la diaspora semble d'ailleurs porter ses fruits au vu des récents résultats électoraux de l'AKP en son sein.

L'utilisation de la diaspora turque comme levier d'influence

Estimée à plus de cinq millions de personnes, la diaspora turque est la plus importante d'Europe. Près de 2,7 millions d'expatriés et de descendants de Turcs résident en Allemagne⁴³, près de 600 000 en France⁴⁴ et des communautés importantes vivent en Belgique (160 000 personnes),

en Suisse (150 000 personnes), au Royaume-Uni (500 000 personnes) et aux Pays-Bas (420 000 personnes). Cette population nombreuse constitue un enjeu pour Erdogan, qui multiplie les meetings en Europe.

En 2018, Erdogan s'est rendu en Allemagne pour l'inauguration de la grande mosquée de Cologne. Il a été acclamé par les fidèles aux cris de « Nous sommes tes soldats, tu es notre commandeur ! ». En revanche, aucune personnalité politique allemande ni aucun représentant de la population de Cologne n'a été convié, comme si cette nouvelle mosquée était une annexe territoriale de la Turquie⁴⁵.

Cette stratégie s'avère payante : la diaspora turque est devenue un électorat fidèle à l'AKP. Lors des élections de juin 2018, selon la commission électorale, 1,5 millions de votes ont été exprimés à l'extérieur de la Turquie. La victoire d'Erdogan a été écrasante au sein de la diaspora : en Allemagne, 65% des 627 000 votants lui ont accordé leur confiance. En Belgique, aux Pays-Bas et en Autriche, ses scores atteignent des sommets : ce sont respectivement 74,9%, 72,8% et 72,1% des votants qui ont décidé de réélire Erdogan, soit les chiffres les plus élevés au monde. Le Luxembourg, où 10 000 Turcs ont voté, reflète également aussi cette tendance pro-Erdogan très affirmée puisque 60% des voix lui ont été accordées.

Cette prise en main de la diaspora paralyse les pays qui accueillent une importante diaspora turque dès lors qu'il s'agit de s'opposer directement à la stratégie agressive de la Turquie. Parmi d'autres motifs, c'est le cas de l'Allemagne, qui a bloqué les sanctions notamment défendues par la France au niveau de l'Union européenne contre la Turquie suite aux provocations répétées de celle-ci vis-à-vis des États européens⁴⁶.

2. Comment la diaspora turque a été prise en main

L'émigration comme opportunité économique et culturelle

Dans les années 1960, la volonté de lutter contre le chômage et d'utiliser les envois de fonds comme des outils de développement conduit la Turquie à encourager l'émigration de ses ressortissants. Pour faciliter cette émigration, le pays signe de nombreux accords de travail bilatéraux : avec la République fédérale d'Allemagne en 1961, avec l'Autriche, les Pays-Bas et la Belgique en 1964, avec la France en 1965 et enfin avec la Suède et l'Australie en 1967. Ces accords marquent le début d'une importante vague d'émigration des Turcs vers l'Europe. S'ils sont pensés dans l'optique d'une installation temporaire, le temps d'un contrat de travail, ces mouvements de populations se transforment progressivement en immigration durable, mutation que le développement du regroupement familial va favoriser.

Jusqu'aux années 1970, la politique de la Turquie vis-à-vis de cette diaspora naissante est presque inexistante, elle se limite à une modeste assistance administrative apportée aux émigrés. Au cours des années 1970, l'État turc prend conscience du caractère durable de ce phénomène

migratoire et va dès lors chercher à freiner l'assimilation des Turcs dans leur pays d'accueil et à maintenir leurs liens avec la mère patrie. Cette politique s'est illustrée sur le plan économique, en facilitant l'envoi de fonds des émigrés vers la Turquie, mais aussi sur le plan culturel et religieux avec la montée en puissance du Diyanet, l'administration turque dédiée aux affaires religieuses. Cette institution est très vite chargée d'expédier des imams à l'étranger pour encadrer les émigrés.

Le potentiel politique de la diaspora

Cette politique d'influence est restée cantonnée pendant plusieurs années aux enjeux économiques et culturels de la diaspora turque. Ce n'est que dans les années 1980 que la Turquie perçoit dans ses émigrés un levier d'influence politique. Le coup d'État militaire de 1980 et ses suites pousse de nombreux militants politiques (essentiellement des militants de gauche et des défenseurs de la cause kurde) à s'exiler en Europe. Certains mouvements interdits ou réprimés en Turquie développent alors leurs activités à l'étranger. La Turquie réagit en renforçant sa politique de contrôle et de surveillance de sa diaspora.

À la même époque, le caractère durable de l'émigration admis, Ankara adopte une loi qui institue la double nationalité et systématise l'envoi d'imams et de professeurs dans les pays d'émigration afin de promouvoir un islam « à la turque ». Petit à petit, les objectifs de développement économique qui ont motivé les premières vagues d'émigration sont remplacés par des objectifs d'influence religieuse, culturelle et politique.

Dans les années 1990, la Turquie mène une politique de rapprochement avec les pays d'Europe dans l'espoir de pouvoir intégrer l'Union européenne. Il convient alors de favoriser l'intégration de ses émigrés aux sociétés européennes, de façon à préserver une image « positive » de la Turquie. Toutefois, cette volonté d'intégration ne s'est jamais confondue avec une politique d'assimilation : la préservation de l'identité turque de ses émigrés est toujours demeurée un objectif fondamental d'Ankara.

La prise en main tous azimuts de la diaspora turque par l'AKP

Jamais officiellement les émigrés turcs n'ont été désignés par le terme de « diaspora » jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'AKP. L'ère du parti islamo-conservateur, qui s'ouvre en 2002, marque la naissance d'une politique globale vis-à-vis de l'émigration turque : il ne s'agit plus d'intervenir de manière sélective sur des enjeux précis, mais de mener une politique cohérente qui embrasse à la fois les aspects économiques, culturels et politiques de l'agenda international turc. Cette nouvelle politique se matérialise dès 2003, avec la création d'une commission parlementaire turque entièrement dédiée à cet enjeu, d'ailleurs dirigée par l'ancien président du Diyanet.

L'idéologie néo-ottomane de l'AKP pousse la Turquie à adopter une définition bien plus large de sa diaspora : sa politique d'influence ne se limite pas aux Turcs vivant à l'étranger, mais s'adresse aussi à tous ceux qui leur sont ethniquement « apparentés ». La Turquie considère désormais les émigrés Azéris, Kirghizes, Kazakhs, Ouzbeks et Turkmènes comme faisant partie intégrante de sa diaspora.

Par ailleurs l'AKP met en avant l'identité musulmane des populations turques, pour bien les distinguer des populations arméniennes et kurdes. Pour les néo-ottomanistes, la « diaspora » turque se compose de six millions de Turcs vivant à l'étranger, et de 200 millions d'individus « apparentés » vis-à-vis desquels la Turquie aurait une « responsabilité historique ».

Sous l'impulsion du Premier ministre Ahmet Davutoglu, la nouvelle doctrine d'Ankara promeut l'idée que la Turquie, du fait de son histoire et de sa position géostratégique, devrait jouer un rôle beaucoup plus prégnant dans les affaires internationales. Les Turcs vivant à l'étranger sont alors pleinement utilisés dans cet objectif : la Présidence des Turcs et communautés apparentées vivant à l'étranger (le YTB) est créée en 2010. Elle se compose de huit départements, qui illustrent parfaitement l'aspect global de la politique turque vis-à-vis de sa diaspora : Turcs vivant à l'étranger, relations sociales et culturelles, relations institutionnelles et communication, étudiants internationaux.

Le YTB a travaillé d'arrache-pied à l'organisation de la diaspora turque et il s'est également employé à fusionner des associations d'émigrés turcs et d'émigrés azéris. Le nombre d'associations turques fondées à l'étranger augmente de façon importante à partir des années 2000⁴⁷. À l'occasion des cinquante ans des premières émigrations vers l'Europe, le YTB a organisé plusieurs événements d'ampleur, notamment en Allemagne, en Suède et aux Pays-Bas.

Sur le plan politique, la loi turque a été modifiée en 2012 pour permettre aux émigrés de voter plus facilement depuis l'étranger en se rendant sur des lieux de vote mis en place par l'ambassade de Turquie dans leur pays de résidence. Cette initiative s'est avérée particulièrement efficace pour

maintenir les liens des Turcs expatriés avec leur pays d'origine, ce dont les nombreuses opérations de communication politique à destination de la diaspora ont été le témoin lors des campagnes électorales. Les déplacements en Europe de figures majeures de l'AKP venues s'adresser directement à la diaspora turque se sont également multipliés lors de la dernière décennie.

Sur le plan économique, la Turquie a créé en 2009 le World Turkish Business Council, qui met en relation des entreprises turques opérant à l'étranger avec des membres de la diaspora désireux de se lancer dans les affaires. Différentes associations de la diaspora à but économique ont aussi fleuri sur le continent depuis dix ans : c'est le cas par exemple du Swedish-Turkish Business Network, actif en Suède depuis 2011.

Sur le plan éducatif et linguistique, plus de quarante centres de l'Institut Yunus Emre, destinés à l'apprentissage du turc, ont été implantés en Europe. À travers l'ouverture d'écoles turques, le pouvoir islamiste d'Ankara cherche à tout prix à multiplier ses relais idéologiques et à pérenniser la « turcité » de sa diaspora. Il s'agit notamment de pousser les Turcs sunnites d'Europe à l'endogamie, moyen d'empêcher toute assimilation. Comme le Qatar et les Frères musulmans, qui, à travers le Qatar Charity, ont contribué au financement des lycées Averroès de Lille et Al Kindy de Décines, et avec leur appui, Ankara a bien l'intention de formater la jeunesse de la diaspora au moyen de ces lycées islamiques.

Sur le plan religieux enfin, Ankara profite de sa diaspora pour exporter un islam hanafite, l'école sunnite la plus

répandue en Turquie. Les antennes du Diyanet en Europe contrôlent directement des mosquées et interviennent dans la gestion religieuse (enseignement, fixation du calendrier, en particulier des heures de prière), organisent des pèlerinages et proposent un système d'assurance-décès comprenant le rapatriement des corps en Turquie, ainsi qu'une procuration pour le sacrifice annuel du mouton au moment de la fête de l'Aïd.

Au-delà de la diaspora : extension de l'influence turque par l'utilisation des Frères musulmans

L'AKP a récemment compris l'opportunité d'étendre son influence au-delà des communautés propres à la diaspora turque, et de s'adresser à l'ensemble des musulmans d'Europe en créant des liens forts avec les associations islamiques implantées sur le Vieux Continent et liées aux Frères musulmans. Les organisations proches du gouvernement turc ont ainsi commencé à apporter leur soutien aux réseaux fréristes qui, à leur tour, font la promotion de l'AKP. Cette nouvelle dynamique n'est pas surprenante. Elle illustre l'approfondissement de relations établies depuis des décennies. Les liens idéologiques, financiers et personnels entre les islamistes turques et les Frères musulmans ont toujours été importants, en dépit de divergences sur la question du nationalisme.

Depuis les « printemps arabes » et le rejet du gouvernement égyptien de Mohammed Morsi, représentant des Frères musulmans, cette relation s'est profondément renforcée. Des branches fréristes de tout le monde arabe ont établi des centres à Istanbul et ont reçu le soutien politique et financier d'Ankara. Les membres des Frères musulmans peuvent

désormais librement conduire leurs affaires dans et depuis la Turquie, et contrôlent même des chaînes de télévision dans le pays.

Grâce à l'essor économique de son pays, Erdogan a pu investir dans la diplomatie et l'aide humanitaire pour étendre son influence, à la fois dans des pays à majorité musulmane et dans les pays d'Europe occidentale qui accueillent d'importantes minorités turques. Dans sa quête de devenir le leader incontesté du monde musulman, Erdogan utilise pêle-mêle des organisations religieuses contrôlées par l'État turc, des groupes islamistes tels que le Millî Görüş, et des organisations qui partagent des objectifs proches comme les Frères musulmans et leurs affidés en Europe.

FOCUS #2

La stratégie d'influence de la Turquie dans les Balkans

L'influence de la Turquie dans les Balkans est une obsession des tenants de l'idéologie néo-ottomane, lesquels rêvent de recouvrer la domination exercée dans cette région par l'empire ottoman du XIV^e siècle au début du XX^e siècle (les « siècles de succès », selon l'expression de l'ancien Premier ministre Ahmet Davutoglu).

L'intérêt de l'AKP pour les Balkans s'est accru dès 2009 sous l'influence d'Ahmet Davutoglu. La Turquie a alors intensifié son activité diplomatique dans la région et multiplié les références à l'histoire ottomane. Davutoglu accorde une importance particulière aux Balkans, lui qui a construit son idéologie en réaction à la guerre de Bosnie dans les années 1990. Dans son ouvrage *Strategic Derinlik* (« Profondeur stratégique »), le théoricien affirme que la Turquie, si elle veut accomplir sa destinée historique et devenir une puissance mondiale, ne doit pas se contenter de lorgner vers l'Occident comme l'ont fait les dirigeants précédents, mais doit se tourner davantage vers le Moyen-Orient et les Balkans.

Ces aspirations idéologiques rejoignent les intérêts économiques de la Turquie⁴⁸, qui convoite le corridor de transport paneuropéen n°10, vaste réseau routier essentiel au transport de marchandises. Ce réseau relie les Balkans à l'Autriche et à la Grèce, et bénéficie d'infrastructures massivement

financées par la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD). Le projet de gazoduc turco-russe Turkish stream, qui acheminera du gaz vers l'Europe centrale, doit aussi passer par les Balkans.

Depuis plusieurs années, la Turquie multiplie les accords de libre-échange et de libre circulation avec les pays balkaniques et le Moyen-Orient. En 2018, elle parvient à signer un accord de libre-échange avec l'ensemble des pays des Balkans. En deux décennies, le commerce extérieur entre la Turquie et les Balkans a été quasiment multiplié par dix, passant de 2,2 milliards d'euros en 2000 à quelque 20 milliards en 2019. De nombreuses entreprises turques se sont implantées dans la région, notamment dans les secteurs stratégiques des infrastructures, de l'énergie, de la téléphonie et de la banque. Des contrats entre la Turquie et les pays balkaniques ont aussi été conclus dans de nombreux projets d'infrastructures. Des entreprises turques ont ainsi assuré la construction d'une autoroute entre la Serbie et la Bosnie, la construction du nouvel aéroport de Pristina, ou encore la mise en place de la compagnie de distribution d'électricité du Kosovo. La Turquie a habilement profité du manque d'infrastructures des pays des Balkans ne faisant pas partie de l'Union européenne pour développer son emprise économique dans la région. En 2018, le président de la chambre de commerce serbe, Marko Cadez, a résumé la situation par cette phrase laconique :

« Contrairement aux investisseurs occidentaux, les investisseurs turcs s'intéressent aux régions en retard de développement ».

Pour reconstituer son influence dans la région, Ankara ne mise pas que sur l'économie, mais aussi sur son influence religieuse. Sa stratégie, qui consiste à adopter un discours très offensif sur l'islam et l'Empire ottoman, est un couteau à double tranchant⁴⁹. Il cherche à gagner les faveurs d'une partie de la population musulmane, au risque de ternir son image auprès des populations chrétiennes de la région pour lesquelles l'Empire ottoman demeure un souvenir terrible. Ankara fait aussi appel au souvenir de la guerre d'ex-Yougoslavie, au cours de laquelle la Turquie avait soutenu Sarajevo. Erdogan a effectué de nombreuses visites dans la région, n'hésitant pas à dire que Sarajevo, ou bien Prizren au Kosovo, compaient autant pour lui que des villes comme Izmir ou Trabzon. Faisant fi de l'hostilité qu'elle peut susciter auprès de certaines populations balkaniques en raison de siècles d'occupation dans la région, la Turquie s'appuie sur la « diplomatie des mosquées » et cherche à s'adresser uniquement aux importantes communautés musulmanes de Bosnie-Herzégovine, d'Albanie, de Macédoine du Nord ou du sud de la Serbie. Par l'intermédiaire de l'Agence de Coopération et de Coordination Turquie, la Turquie a également rénové des dizaines de mosquées et de monuments religieux dans ces quatre pays.

Ankara déploie par ailleurs une intense activité diplomatique dans les Balkans, avec l'organisation

de nombreuses réunions interministérielles visant l'amélioration du dialogue régional, l'accroissement de la stabilité et la facilitation des investissements étrangers. En 2010, sous l'impulsion du Président turc Abdullah Gül, la Serbie et la Bosnie-Herzégovine ont signé la Déclaration d'Istanbul dont le but est d'assurer la paix régionale. La Turquie a également appuyé la candidature de la Bosnie auprès de l'OTAN. Début 2020, elle a réussi à signer un accord avec le Monténégro pour le représenter dans plus d'une vingtaine de pays d'Asie et d'Afrique dans lesquels ce pays ne dispose pas de représentation diplomatique⁵⁰.

Plus largement, la Turquie tente de développer son rayonnement culturel dans la région, en inondant la télévision des pays balkaniques de séries télévisées grand public, sur le modèle des telenovelas latino-américaines. La télévision d'État turque TRT diffuse dans les langues locales des Balkans et l'agence de presse Anadolu rédige des communiqués à destination des médias locaux, qui sont régulièrement repris⁵¹.

Comme en Europe de l'Ouest, la Turquie mise beaucoup sur le développement des écoles et des centres culturels pour y imposer sa vision de l'islam. Plusieurs universités ont été créées dans les Balkans en collaboration avec la Turquie, comme l'International Burch University à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), l'Université Epoka à Tirana (Albanie), ou encore l'International Balkan University à Skopje (Macédoine du Nord).

À partir de 2012, la Turquie a également étendu ses programmes de bourses aux étudiants issus des pays des Balkans qui souhaitent faire leurs études en Turquie. Elle dispose également de quatorze centres culturels de la fondation Yunus Emre dans les Balkans pour y diffuser la culture turque et la conception turque de l'islam.

La stratégie néo-ottomane va donc bien au-delà des déclarations belliqueuses des dirigeants turcs. Elle s'appuie sur des actions organisées pour déstabiliser les pays européens. Les services de renseignement turcs sont très actifs sur le territoire européen, et vont jusqu'à utiliser des organisations criminelles pour mener des actions d'intimidation, voire des enlèvements, contre les opposants en exil.

Plus largement, la stratégie d'influence de la Turquie en Europe repose sur un réseau extrêmement complexe : une multitude d'associations religieuses, culturelles ou encore à but économique, sont au service de l'influence d'Ankara en Europe. Elles sont notamment appuyées par deux puissantes organisations de l'État turc, le Diyanet et le Millî Görüş, mais le récent rapprochement avec les Frères musulmans témoigne de l'ambition de la Turquie d'exercer son influence auprès de l'ensemble des musulmans d'Europe, et pas seulement des émigrés turcs.

Forte d'une diaspora de 5 millions de personnes en Europe, la Turquie cherche à mobiliser ses émigrés pour accroître son emprise sur le continent. La politique turque vis-à-vis de sa diaspora a varié depuis les années 1960 mais a toujours conservé un même principe directeur : empêcher l'assimilation des émigrés turcs dans leur pays d'accueil et maintenir leur « turcité ». Depuis son arrivée au pouvoir, l'AKP a mené une politique de prise en main de sa diaspora, pour la transformer en levier d'influence qui sert ses ambitions néo-ottomanes.

Résultat : l'Europe est paralysée, comme le montre l'exemple récent du blocage des sanctions européennes contre la Turquie de la part de l'Allemagne, tétanisée par la réaction de l'importante diaspora turque présente sur son territoire.

Les ambitions d'Ankara se nourrissent de la faiblesse politique de l'Europe. L'Union européenne se laisse dicter un chantage aux migrants et un chantage à la diaspora par la Turquie, tout en se refusant à appliquer des sanctions. Le processus d'adhésion à l'Union européenne est gelé, mais la Turquie continue de percevoir des fonds européens dans ce cadre, et a récemment touché une manne financière supplémentaire de la part des Européens pour retenir les migrants sur son territoire. Au total, depuis 2002, la Turquie a ainsi perçu près de 50 milliards d'euros de la part des institutions européennes. Ankara a pourtant clairement désigné l'Europe comme son adversaire : dans cette situation, tout signe de faiblesse de la part des pays européens est une victoire supplémentaire pour Erdogan.

Partie 3

Naïveté française

La France, « pays de rebond » de l'immigration turque en Europe après l'Allemagne, comprend une communauté turque relativement importante, dont l'arrivée et l'installation ont débuté pour des raisons essentiellement économiques. Les pays d'origine de l'immigration en Europe ont toujours tenté de conserver une influence voire un contrôle sur leurs diasporas installées à l'extérieur de leurs frontières. L'Algérie ou le Maroc maintiennent par divers moyens un lien très fort avec leurs nationaux présents en France, y compris avec les binationaux qu'ils continuent de considérer comme des ressortissants à part entière. La Turquie ne déroge pas à cette règle : garder la main sur la communauté turque installée dans les pays européens permet, au pouvoir d'Ankara d'asseoir une influence croissante au sein même des sociétés européennes, voire de l'utiliser comme un moyen de pression lorsque les besoins politiques et stratégiques du moment s'en font ressentir.

Parmi l'influence turque en France s'entremêlent sans distinction ni cloisonnement à la fois le religieux, le nationalisme turc et le soutien politique à Recep Tayyip Erdogan et à son mouvement l'AKP. La communauté turque ne constitue pas un bloc homogène. Ses membres ne partagent pas unanimement la vision d'Erdogan et ne participent pas nécessairement de la stratégie d'influence de la Turquie. Chaque individu conserve naturellement son libre-arbitre, sa relation propre à son pays et à sa communauté d'origine. Cette vigilance à ne pas enrôler l'ensemble de la communauté turque dans les visées néo-impérialistes du président turc n'interdit pas néanmoins de faire preuve de lucidité sur ce qui est à l'œuvre, alors que s'intensifient ces derniers mois les tensions sérieuses entre Ankara et Paris.

1. La diaspora turque en France, courroie de transmission de la stratégie d'influence d'Erdogan

En France, en comparaison de l'immigration issue des pays du Maghreb et d'Afrique noire, l'immigration provenant de Turquie comporte trois spécificités qui ont des implications tant dans la façon dont elle est perçue que dans ses relations avec les institutions françaises : elle ne correspond pas à une histoire commune coloniale entre la France et le pays d'origine, elle est relativement plus récente et modeste quantitativement, et elle est très inégalement répartie sur le territoire national.

L'immigration turque en France, une histoire singulière

L'immigration turque en France a débuté lorsque l'Allemagne mit fin à sa politique de *Gastarbeiter*, lancée au début des années 1960 dans le cadre d'accords avec la Turquie pour l'apport de main d'œuvre, dont la présence est envisagée initialement comme provisoire et « tournante ». En 1965, la France signe également avec la Turquie une « convention de main d'œuvre » pour organiser cette immigration de manière bilatérale.

La crise du début des années 1970 et la baisse des besoins en main d'œuvre qui en a résulté interrompt, du moins officiellement, cette politique en Allemagne. C'est à cette période que la France fait office de « pays de rebond » à une émigration de travailleurs Turcs pour lesquels l'Allemagne cessait d'être l'eldorado.

À cela s'ajoute une différence sociologique des immigrants Turcs arrivés en France par rapport à ceux ayant émigré en Allemagne : dans les années 1960, tandis que les seconds étaient issus de zones urbaines, les premiers provenaient de régions rurales et moins développées⁵².

Originellement constitués quasi-exclusivement d'hommes seuls, les flux se sont ensuite accélérés et diversifiés à partir des années 1980. Entrent en compte alors le regroupement familial, l'arrivée de réfugiés politiques suite au coup d'État militaire du 12 septembre 1980, et l'arrivée de Kurdes dans les années 1990. Ces vagues successives font de la diaspora turque en France une communauté hétérogène ethniquement, culturellement et culturellement, et au sein de laquelle les différences ethnoculturelles (Turcs, Kurdes, Arméniens, Assyro-Chaldéens...) ne recourent pas nécessairement leur diversité religieuse : au-delà d'une petite minorité chrétienne, de l'alévisme — marginalisé mais qui représenterait tout de même 20%⁵³ de la communauté turque en France — la grande majorité est sunnite.

Quelle importance numérique de la communauté turque en France ?

Les premières arrivées de Turcs en France ne sont pas massives et leur nombre reste au départ très modeste avant

de s'accélérer : trois ans après la signature de la convention de main d'œuvre entre la France et la Turquie, l'INSEE recense 7 628 Turcs en France. Ils sont ensuite 50 860 en 1972 et 123 540 en 1982⁵⁴. Travailleurs « invités » dans les premières années, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1980 et l'émergence d'une nouvelle génération née en France que la nationalité française est accordée à une partie de la diaspora et que l'on peut parler de communauté franco-turque installée en France.

L'évaluation numérique de la communauté d'origine turque vivant en France dépend du critère pris en compte (nationalité turque uniquement, immigrants, Franco-Turcs, nationalité française seule avec parents ou grands-parents turcs), et se heurte à des difficultés statistiques. La France comptabilise les double-nationaux comme Français, tandis que la Turquie les considère comme Turcs : ainsi, « les décomptes vont varier autour de 200 000 côté français à quelque 700 000 côté turc⁵⁵ ». L'INSEE, dans son étude sur la répartition des immigrants par groupe de pays de naissance, évaluait le nombre d'immigrants originaires de Turquie (nés en Turquie, qu'ils soient restés uniquement Turcs ou qu'ils aient acquis la nationalité française ensuite) vivant en France en 2019 à 251 000 individus, quand le nombre d'inscrits sur les listes électorales de l'ambassade de Turquie en France lors de l'élection de juin 2018 s'élevait à 330 000, mineurs par définition exclus. Concernant leur part au sein de la population étrangère en France, les Turcs représentent 4,3% des étrangers présents en France en 2019⁵⁶.

Démographiquement, les femmes immigrées turques en France se démarquent par le taux de fécondité le plus élevé, avec une moyenne de 3,21. Une surfécondité qui avait été évoquée et encouragée par Erdogan dans un discours à Eskisehir, au sud d'Istanbul, en mars 2017 :

« Éduquez vos enfants dans les meilleures écoles, assurez-vous que vos familles vivent dans les meilleurs endroits, conduisez les meilleures voitures, vivez dans les meilleures maisons et faites cinq enfants, pas trois seulement », ces comportements étant « la meilleure réponse à apporter à l'impolitesse et à l'hostilité que l'on vous témoigne » dans les pays européens⁵⁷.

Fait notable comparativement aux femmes immigrées d'origine extra-européenne (à l'exception de la Tunisie), la fécondité des femmes immigrées turques en France (3,21) serait supérieure à celle des femmes vivant en Turquie (2,90)⁵⁸.

Une répartition géographique en « foyers » d'implantation

La communauté turque ou d'origine turque en France est très inégalement répartie sur le territoire, formant des « foyers » délimités correspondant aux industries qui ont fait appel à cette main d'œuvre à partir des années 1960, globalement déconnectée de la répartition générale de l'immigration en France. Cette répartition géographique est également « en miroir » par rapport au territoire turc : à un foyer d'implantation en France correspond souvent une seule région voire un seul village turc⁵⁹, via des filières migratoires qui se sont constituées au gré de l'appel à main d'œuvre, du bouche-à-oreille et des hasards. Cette particularité peut expliquer l'hétérogénéité de la communauté turque à l'échelle nationale française, mais à l'inverse son homogénéité, sa forte solidarité interne voire son « contrôle social⁶⁰ », ainsi que sa capacité de mobilisation, à l'échelon régional ou communal.

« Une communauté intégrée, mais pas assimilée⁶¹ »

Tout comme en Allemagne où leur présence était considérée, aussi bien du point de vue du pays hôte que des immigrés eux-mêmes, comme provisoire (*Gastarbeiter* en allemand, *Gast* signifiant « invité », « visiteur », qui par définition a vocation à repartir un jour), les premières vagues d'immigrés turcs en France ont constamment vécu leur émigration comme temporaire, avant un retour au pays inéluctable à moyen terme.

Cet attachement maintenu au pays d'origine se retrouve dans le *gurbet*, sentiment de « spleen » du déracinement, de nostalgie éprouvée par la diaspora turque qui par l'esprit est toujours reliée à son pays d'origine et ne le quitte jamais vraiment : « Cette nostalgie rappelle à chacun son exil et son ex-tranéité à la société environnante » selon Mehmet-Ali Akinci, professeur à l'université Rouen-Normandie.

Ce rejet de l'assimilation serait plus fort encore en France qu'en Allemagne, en raison de la plus grande homogénéité culturelle au sein de la communauté turque selon les foyers d'implantation : « Ces comparaisons, issues d'une étude sur les jeunes Turcs de Hambourg et de Bordeaux, permettent à leur auteur⁶² de souligner un constat quelque peu paradoxal : les solidarités ethniques sont plus manifestes en France, pourtant réputée pour son universalisme républicain et son assimilation culturelle⁶³. »

Si le taux d'emploi des Turcs vivant en France est supérieur (36%) à celui, par exemple, des Marocains (33,3%) ou des Algériens (30,6%), une partie importante de l'intégration économique se fait de façon communautaire : « De nouvelles stratégies d'intégration économique, fondées sur les solidarités ethniques et communautaires, ont commencé à émerger.

Un entrepreneuriat ethnique a ainsi vu le jour, surtout dans les secteurs du bâtiment et de la restauration⁶⁴. »

La langue parlée « à la maison » ou l'étude des unions nouées en France illustrent également cette faible assimilation imputable au sentiment de présence provisoire sur le sol français : au début des années 2000, 77% des familles d'origine turque parlent uniquement le turc au sein du foyer, 20% les deux langues, 3% uniquement le français⁶⁵ ; 8 unions sur 10 impliquant au moins un membre de la communauté turque se font entre conjoints de la même origine⁶⁶.

La communauté turque présente en France et ses particularités sont utilisées par Erdogan comme une courroie de transmission particulièrement efficace de sa stratégie d'influence dans l'Hexagone, avec une solidarité et une capacité de mobilisation probablement sans équivalent parmi les autres communautés d'origine immigrée, et en dépit d'une présence quantitativement plus faible.

2. L'islam turc en France : une « diplomatie religieuse⁶⁷ », une stratégie d'islamisation et de mainmise sur l'organisation de l'islam de France

Près de la moitié des imams détachés en France sont salariés par la Turquie⁶⁸. Environ 400 lieux de culte sont « directement liés à la communauté turque », soit environ 15% des lieux de culte musulmans en France.

Penser que l'organisation de l'islam turc en France, directement pilotée par Ankara, viserait uniquement à permettre la pratique de la foi musulmane de la communauté turque sur le territoire français serait faire preuve d'une grande naïveté. L'islam turc en France voit bien au-delà d'une simple gestion culturelle des ressortissants Turcs. L'objectif des dirigeants politiques turcs est de participer à l'expansion de l'islamisme, de l'ancrer le plus largement possible dans le paysage français et de prendre la main sur l'organisation de l'islam de France.

Le Conseil français du culte musulman (CFCM), créé en 2003 par Nicolas Sarkozy alors ministre de l'Intérieur, après des discussions déjà entamées depuis plusieurs années, contient dans son conseil d'administration pour le mandat 2019-2025, outre 45 représentants régionaux, 45 autres représentants issus d'associations culturelles. Parmi celles-ci, des représentants de la FNGMP (Grande mosquée de

Paris), proche de l'Algérie, du RMF (Rassemblement des Musulmans de France), proche du Maroc, des Musulmans de France (ex-UOIF), de la FFAIACA (Fédération nationale des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles), ou encore le mouvement islamiste Tabligh. Au sein de ce conseil d'administration, on retrouve également deux associations (10 membres parmi ces 45) directement liées à la Turquie : le CCMTF, le Comité de coordination des musulmans turcs de France, et la CIMG, la Confédération islamique Milli Görüş. Des organisations qui se retrouvent au centre de l'actualité suite aux derniers attentats islamistes ayant visé la France et à la volonté de l'exécutif français de lutter contre le « séparatisme », puisqu'elles ont été chargées fin 2020 par Emmanuel Macron, via le CFCM, de rédiger une « charte des valeurs républicaines » et de mettre en place un « Conseil national des imams ».

De 2017 à 2019, le Franco-Turc Ahmet Ogras, issu du CCMTF dont il avait pris la présidence en 2011, remporte la présidence du Conseil français du culte musulman. Une première depuis la création du CFCM, et qui a fait grincer quelques dents : le secrétaire général Abdallah Zekri déclarera : « Chacun est libre d'avoir des relations avec son pays, mais le CFCM, c'est le Conseil français du culte musulman, pas le Conseil d'Erdogan ! ». Ahmet Ogras, pour qui Erdogan est « un modèle de démocratie », est lié à l'AKP, Parti de la justice et du développement, au pouvoir en Turquie, ainsi qu'à l'UDTE, organisation à l'origine des manifestations en France contre la reconnaissance du génocide arménien ou en Allemagne à l'occasion de la tentative de putsch contre Erdogan en 2016⁶⁹. Il est également lié familialement à Erdogan, leurs femmes respectives étant cousines⁷⁰.

Malgré le retour de Mohammed Moussaoui à la présidence du CFCM, les réseaux liés à la Turquie maintiennent leur position stratégique au sein de l'organisation de l'islam de France avec notamment la présence de Fatih Sarikir, issu du CIMG, au poste de secrétaire général, en plus de son rôle au sein de l'UEPM (Union européenne pour l'enseignement musulman privé) en charge de plusieurs groupes scolaires en France⁷¹. Une « stratégie d'infiltration » pointée du doigt par plusieurs rapports du Renseignement français en octobre 2020⁷².

Régulièrement est avancée l'idée selon laquelle l'islam turc serait plus modéré et laïc que les cultes musulmans issus d'autres communautés. De larges franges de cet islam turc peuvent être rangées parmi les plus radicales. Ainsi, « la Turquie a des relais parmi les islamistes vivant en France et s'en sert comme des leviers de pression interne⁷³ ». Jean-Pierre Sakoun, président du Comité Laïcité République (CLR), qui a commandé le sondage Ifop montrant que 57% des jeunes musulmans estiment que la charia est plus importante que la République, raconte : « La loi de 2004 ne recueille que 44% d'assentiment de la part des sondés musulmans. On ne peut s'empêcher de voir ici la marque d'un raidissement communautaire, comme le traduit la remarque d'un représentant d'une mosquée turque à la fin d'une de mes conférences sur la laïcité : « Nous sommes favorables à la laïcité, mais laissez-nous voiler nos femmes »⁷⁴ ».

Cette volonté d'emprise croissante sur l'islam de France a des motivations religieuses, « imposer un islam à la turque », mais aussi et surtout politiques : « C'est un vecteur d'influence extrêmement important pour Erdogan⁷⁵ » selon Jean Marcou,

professeur à Sciences-Po Grenoble et spécialiste de la Turquie contemporaine. Dans les récentes tensions diplomatiques qui ont opposé la France et la Turquie, et suite au discours d'Emmanuel Macron aux Mureaux sur la lutte contre le « séparatisme », Erdogan ne s'est pas adressé uniquement à la communauté franco-turque mais à l'ensemble des musulmans qu'il cible dans une véritable opération de séduction, et qu'il tente ouvertement de dresser contre la France :

« Les musulmans de France sont sous ma protection. Ceux qui vous touchent me touchent. »

(Erdogan devant les dirigeants du CFCM à Paris,
le 5 janvier 2018)

« Les propos de Macron, qui a dit que l'islam est en crise dans une ville où les musulmans sont majoritaires est plus que de l'irrespect. C'est une provocation claire⁷⁶. »

(Erdogan lors d'une cérémonie religieuse à Ankara
en octobre 2020)

Selon l'institut Montaigne, « Il s'agit désormais pour la Turquie de prendre en main le destin des musulmans français et européens et d'apparaître comme leur protecteur⁷⁷ ». Un message bien reçu par certains : de plus en plus de musulmans de France, d'origine turque ou non, seraient tentés par un départ vers la Turquie, refuge « plus accueillant pour leur religion⁷⁸ ». Le président de l'association islamiste BarakaCity, dissoute fin octobre 2020 par décret en Conseil des ministres, a ainsi annoncé demander pour lui et son association l'asile au président turc⁷⁹.

Aujourd'hui, selon Nahida Nakad, ancienne journaliste et spécialiste du Moyen-Orient, la Turquie est en France « le premier pays en matière de financement de l'islam. Car son président Recep Tayyip Erdogan a mis au cœur de sa poli-

tique étrangère un islam conquérant⁸⁰ ». Une stratégie turque freinée néanmoins par des divisions communautaires, linguistiques et culturelles selon le sociologue Omero Marongiu-Perria : « Les Turcs parlent turc dans les mosquées, et il y a pas mal de différences culturelles entre les Turcs et les Maghrébins. L'islam français est encore tributaire des appartenances nationales et ethniques⁸¹ ».

3. Au-delà du religieux : l'influence culturelle et politique de la Turquie d'Erdogan en France

*L'enseignement de la langue : un levier d'influence moins anodin
qu'il n'y paraît*

La diffusion à l'étranger de la culture, de la langue et de l'histoire constitue un moyen d'influence auquel la plupart des pays dans le monde ont recouru, et la Turquie ne fait pas exception. Cette recherche de rayonnement de la culture turque prend diverses formes au sein de la société française, à travers de multiples projets, souvent directement pilotés par le pouvoir turc et à la frontière floue entre échanges culturels et propagande religieuse et politique.

C'est le cas notamment des EILE (Enseignements internationaux de langues étrangères, ex-ELCO) de langue turque, qui a discrètement fait l'objet d'une réforme via un accord, pour un contrôle renforcé, entre les gouvernements français et turcs à l'été 2020. La Turquie expédiait et salariait directement 200 fonctionnaires chargés d'enseigner la langue à plus de 12 000 enfants au sein des établissements français. Certains enseignants n'hésitaient pas à utiliser comme supports de cours de langue de la propagande en faveur de l'AKP voire des textes religieux⁸².

Un rapport de 2013 du Haut Conseil à l'intégration évoquait l'existence d'un guide de l'enseignant édité en 2010 par le ministère de l'Éducation turc insistant sur la « nécessaire acquisition par les élèves d'une bonne connaissance de la vie du prophète Mahomet dont l'importance doit être mise en valeur⁸³ ». Une vigilance accrue des pouvoirs publics français qu'Ankara semble avoir prévu de contourner : selon Ariane Bonzon⁸⁴, journaliste et essayiste, « la Turquie pourrait déjà former de son côté des Franco-Turcs pour les renvoyer en France afin qu'ils postulent aux postes ouverts par l'Éducation nationale, ce qui amenuiserait pour Ankara les effets de la décision d'Emmanuel Macron ».

Pourquoi un tel acharnement pour de simples cours de langue ? Toujours selon Ariane Bonzon, « de nombreuses institutions sont ainsi vouées au rayonnement turc, à la diaspora, afin de la contrôler mais aussi de transmettre, leur conception des choses, et leur islam⁸⁵ ». D'après Melih Burak Yediyildiz, chercheur auteur d'une thèse consacrée à l'enseignement du turc, « Pour les pays d'origine, les ELCO sont également un moyen de s'assurer la loyauté de leurs nationaux à leur égard. Les cours de langues ont pu être à certaines époques un moyen de transmission d'une idéologie nationaliste⁸⁶ ».

Dans le cadre de la recherche d'un maintien du « contrôle » sur la diaspora turque présente à l'étranger, et d'un rayonnement culturel et politique allant au-delà de la communauté turque, les médias restent un moyen efficace que ne néglige pas la Turquie : la chaîne TRT en français est sous tutelle du ministère des affaires étrangères turc, et des sites d'information comme Medyaturk Info ou Red'Action sont, d'après le magazine Marianne « des relais actifs de la propagande pro-Erdogan⁸⁷ ».

Les réseaux d'Erdogan font campagne en France pour les élections turques... et françaises

L'élection présidentielle turque de juin 2018 a offert sa réélection à Erdogan dès le premier tour avec 52% des voix. En France, le candidat Erdogan a obtenu 65,3% des suffrages exprimés, soit 77 289 voix parmi les 330 000 inscrits sur les listes électorales turques en France⁸⁸. Si le candidat pro-Kurde Selahattin Demirtas est arrivé en tête à Marseille, Erdogan a récolté 86,8% des voix à Lyon.

Les responsables politiques turcs n'hésitent pas à mener campagne sur le territoire français à l'occasion des échéances électorales turques, avec l'assentiment des dirigeants français : ce fut le cas à Strasbourg, où Erdogan en personne s'est déplacé pour un meeting au Zénith devant près de 15 000 personnes venues de plusieurs pays européens en 2015, avant les élections législatives⁸⁹. Deux ans plus tard, c'est son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, qui tient un meeting à Metz après avoir été interdit de séjour aux Pays-Bas⁹⁰.

Mais les réseaux du pouvoir turc ne se contentent pas, sur le sol français, de mobiliser pour les élections nationales turques. Plusieurs organisations se sont constituées pour agir sur le terrain politique français. C'est le cas du parti Égalité et Justice, dont l'un des thèmes de campagne était le soutien à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Lié au COJEP (Conseil de la justice, de l'égalité et de la paix), lui-même très lié à l'AKP turc : selon Franck Fregosi, spécialiste de l'islam en France, professeur à Sciences-Po Aix-en-Provence, le COJEP « a été créé en 1992 à Belfort. A l'époque, ils avaient le même siège que le Milli Görüş. Il y avait entre eux un lien tout à fait direct qu'ils ont ensuite voulu faire disparaître⁹¹ ». En quête de respectabilité, le COJEP a obtenu un statut « participatif »

au Conseil de l'Europe⁹², et fait de l'entrisme au sein de la politique locale de plusieurs villes : « Très vite, les membres du COJEP ont pris langue avec les partis locaux pour négocier des places, notamment à Strasbourg avec le PS, puis avec l'UMP, quand la majorité a changé. Pour les partis, c'était un moyen de jouer la diversité » selon Franck Fregosi, chercheur au CNRS, interrogé par Libération.

Devant la commission d'enquête du Sénat sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre, Mohamed Sifaoui, journaliste et écrivain, déclarait à propos du parti Égalité et Justice : « Il est dirigé par des islamistes turcs notamment à l'Est du pays [France] où il est très présent. Sa doctrine et sa vision sont antirépublicaines, anti-laïques et communautaristes. Je vous invite à vous y intéresser et à étudier les modalités de son interdiction ». Après s'être lancé lors des élections départementales de 2015, Égalité et Justice a présenté en France 52 candidats aux législatives de 2017, atteignant de justesse le seuil permettant, en cas de score supérieur à 1%, de bénéficier du financement public des partis politiques.

Lors des élections municipales de 2020 à Vénissieux (Rhône), la liste du député LREM Yves Blein a fusionné avec celle d'un candidat sans étiquette qui avait été représentant du parti Égalité Justice lors des précédentes élections législatives. La Confédération islamique Milli Görüş (CIMG) ne rechigne pas non plus à tenter de mettre un pied dans la politique locale, selon un maire d'Ile-de-France cité par Le Parisien : « Ils ont une volonté expansionniste, ils sont capables d'arriver avec des plans détaillés d'une grande mosquée, en vous disant qu'ils ont l'argent pour la construire. Ils font de l'entrisme dans certains

lieux de culte ou auprès des élus locaux pour être impliqués dans la vie politique locale. Il faut rester vigilant⁹³. »

Selon les services de Renseignement français cités par le JDD, « plusieurs personnalités inféodées au pouvoir turc auraient été injectées minutieusement dans des listes, notamment à Strasbourg, Colmar ou Mulhouse lors du scrutin municipal du printemps 2020⁹⁴. »

Les Loups Gris : une milice violente au service du nationalisme turc

Quand l'influence culturelle, l'expansion religieuse ou l'entrisme politique ne suffisent pas, reste la violence. Les nationalistes turcs de l'organisation des *Loups Gris*, quasi-branche paramilitaire et islamiste du parti MHP, allié à l'AKP d'Erdogan en Turquie, ont fait parler d'eux en France fin octobre 2020 lorsque plusieurs de leurs membres se sont livrés à de véritables « chasses aux Arméniens⁹⁵ » dans les rues françaises, dans la métropole lyonnaise ou à Dijon, ou lorsque le Mémorial du génocide arménien et le Centre national de la mémoire arménienne à Décines-Charpieu (Rhône) ont été taguées et profanées début novembre. Des mobilisations ponctuelles et ciblées de cette véritable milice violente, au service exclusif de l'islamo-nationalisme turc selon Jean Marcou : « Là où on les voit sortir, c'est quand on est en présence de questions très nationalistes ou identitaires. Par exemple, dernièrement avec les manifestations arméniennes. Ce sont des personnes très mobilisées sur ces thématiques⁹⁶. »

L'une des figures des *Loups Gris* en France a été condamnée pour incitation à la violence et à la haine, après avoir

déclaré, sur les réseaux sociaux, « Que le gouvernement turc me donne 2 000 euros et une arme et je ferai ce qu'il y a à faire n'importe où en France⁹⁷ ! ». Suite aux incidents qui ont éclaté dans plusieurs villes de France et dans le contexte de tensions diplomatiques entre les gouvernements français et turc, ce groupement de fait, sans existence légale sur le territoire français, a été dissout en Conseil des ministres le 4 octobre 2020.

La Turquie d'Erdogan tisse sa toile au sein de la société française, aussi bien en utilisant la communauté franco-turque qu'elle souhaite maintenir sous ses ordres, qu'en s'emparant autant que possible des responsabilités au sein de l'organisation de l'islam ou en exerçant son influence sur l'ensemble des musulmans de France. Emmanuel Macron lui-même a fini par reconnaître la gravité de la situation : « La Turquie a acquis une emprise dangereuse au Maghreb, dans nos diasporas, et dans les pays d'Europe ».

L'affaire des caricatures de Mahomet l'a démontré avec clarté : Erdogan, en se présentant comme le défenseur des musulmans qui seraient opprimés pour leur foi dans une France qui continue de défendre sa liberté et ses valeurs, a une stratégie d'influence sur l'ensemble des musulmans en France sur lesquels cette véritable OPA planifiée est potentiellement en voie d'aboutir si aucune réaction n'est engagée.

Conclusion

Alors que s'ouvre en France le débat sur le projet de loi destiné à lutter contre le « séparatisme », jamais la France n'aura été si durement éprouvée par le totalitarisme islamiste. Après plusieurs décennies de naïveté, la classe politique semble presque unanime, et Emmanuel Macron ira jusqu'à décrire la menace avec lucidité dans son discours des Mureaux le 2 octobre 2020, exhortant le pays au réveil face au séparatisme islamiste. Quelques jours plus tard, un enseignant d'histoire-géo, Samuel Paty, sera décapité, sauvagement assassiné par un islamiste tchéchène pour avoir exercé son métier et défendu notre modèle républicain.

Le défi auquel devra faire face la France au XXI^e siècle n'est pas seulement sécuritaire. L'islamisme constitue aujourd'hui en France une contre-société à part entière, désireuse non pas de se séparer de la République, mais de s'en emparer, pour mieux la combattre et la détruire. Il possède ses militants, ses relais, ses réseaux et ses associations. Il ne prend pas toujours la peine d'avancer masqué mais au contraire s'étale au grand jour et constitue même parfois un interlocuteur direct des pouvoirs publics.

La question de la « charte des principes pour l'islam de France » en est l'illustration parfaite. La rédaction et la signature de cette charte, aux exigences pourtant minimales mais censée être un socle fondamental sur lequel bâtir un « islam de France », ont donné lieu à de vives tensions entre les fédérations qui composent le Conseil français du culte musulman (CFCM). L'enjeu était clairement établi : reconnaître la compatibilité de l'islam avec la république française à la condition qu'il abandonne toute prétention à organiser un ordre politique et social.

Ce sont les organisations turques, CCMTF et Milli Görüs — aux côtés de Foi et Pratique, l'émanation du courant tabligh — qui ont le plus clairement montré leur incapacité à se détacher de toute motivation politique, allant jusqu'à refuser de signer la charte. Elles en contestent l'intitulé même, rejetant l'idée d'un « islam de France » puisqu'à leurs yeux il est impossible de diviser ainsi la communauté islamique mondiale. Surtout, elles ont révélé aux yeux de tous leur gêne quant à la dénonciation des « ingérences étrangères ». Comme ce livret l'établit, CCMTF comme Milli Görüs servent, chacune à leur manière, les intérêts et la doctrine du sultan Erdogan.

L'accumulation des travaux universitaires ou des enquêtes journalistiques qui confirment l'existence d'une stratégie de la Turquie à l'égard de ses ressortissants sur le sol français interdit aujourd'hui de demeurer naïf, tant pour des considérations intérieures qu'extérieures. La France doit être rendue imperméable aux ingérences turques. Elle doit casser tout lien existant entre les organisations religieuses présentes sur son territoire et les États étrangers, aussi bien intentionnés soient-ils à l'égard de Paris.

En effet, Erdogan déploie une stratégie globale dans laquelle l'ingérence dans les affaires intérieures de pays où la diaspora turque est nombreuse constitue un levier d'influence. Il ne saurait tolérer qu'une fédération religieuse comme le CCMTF, directement rattachée à l'État turc, lui glisse entre les doigts et n'ait de comptes à rendre qu'à l'État français.

Si le président de la République entend efficacement combattre l'islam politique sous toutes ses formes, alors la dissolution d'organisations incapables de prendre leur distance avec l'idéologie islamiste ainsi qu'avec un régime étranger hostile s'impose. Il est d'ailleurs incompréhensible que l'actuel secrétaire général du CFCM, c'est-à-dire l'interlocuteur officiel du gouvernement dans son travail d'organisation de l'« islam de France », ne soit autre que le président du CIMG France (Milli Görüs), Fatih Sarikir, dont le nom figure dans plusieurs fichiers des services de police comme « individu en relation avec la mouvance islamiste radicale⁹⁸ ».

Disloquer l'emprise d'Ankara sur les Français d'origine turque doit s'accompagner de la poursuite d'une posture internationale de fermeté à l'endroit de l'activisme régional du néo-sultan. De ce point de vue, l'engagement du Président de la République aux côtés de la Grèce lors des tensions en Méditerranée orientale et en mer Égée était nécessaire et louable. Mais la réponse diplomatique demeure trop faible, notamment en raison de l'incapacité des capitales européennes à décider de sanctions à la hauteur.

Lors des différentes réunions du Conseil européen à la fin de l'année 2020, seules des sanctions individuelles minimales ont été prises à l'encontre de responsables turcs impliqués dans les activités de forage dans les eaux chypriotes.

La Grèce, Chypre et la France plaident en faveur de représailles plus importantes, pouvant par exemple toucher aux échanges commerciaux ou aboutir à un embargo sur les exportations d'armes vers la Turquie. La frilosité de l'Espagne ou de l'Italie, mais surtout l'hostilité de l'Allemagne⁹⁹ à une telle réponse diplomatique, ont abouti à une réaction au rabais. Aujourd'hui, Recep Tayyip Erdogan peut faire mine de vouloir renouer le dialogue avec l'Europe. Sa montée aux extrêmes lui a permis d'avancer ses pions et de confirmer la faiblesse de la diplomatie européenne.

La naïveté par laquelle nous pensions jouir d'une société pacifiée à l'intérieur et d'un monde extérieur apaisé par le doux commerce a vécu. Ce constat fait, vient le temps de l'action politique. La paix civile exige de rendre la terre de France invivable aux islamistes et imperméable aux ingérences islamiques étrangères. Dans cette équation, la Turquie d'Erdogan et ses relais locaux doivent être au cœur de nos préoccupations, leur hostilité ne faisant plus l'ombre d'un doute.

Notes

- ¹ www.valeursactuelles.com/monde/alexandre-del-valle-menace-turco-ottomane-en-mediterranee-jusquou-ira-le-sultan-president-erdogan-116641
- ² Hannah L. SMITH, *Erdogan Rising. The Battle for the Soul of Turkey*, London, William Collins, 2019, p. 66.
- ³ Alex Mustafa PEKÖZ, *Le développement de l'islam politique en Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- ⁴ www.courrierinternational.com/article/2002/10/03/le-poeme-qui-a-brise-l-ascension-politique-de-tayyip-erdogan
- ⁵ Hannah L. SMITH, *op. cit.*, p. 69.
- ⁶ Hakan M. YAVUZ, *Nostalgia for the Empire. The Politics of Neo-Ottomanism*, Oxford University Press, 2020.
- ⁷ Alex Mustafa PEKÖZ, *op. cit.*, pp. 156-157.
- ⁸ *Ibid.*
- ⁹ Tançrède JOSSEAN, « La Nouvelle Turquie de Tayyip Erdoğan », *Commentaire*, vol. numéro 164, no. 4, 2018, pp. 831-838.
- ¹⁰ Hakan M. YAVUZ, *op. cit.*, p. 139.
- ¹¹ Alex Mustafa PEKÖZ, *op. cit.*, p. 24.
- ¹² www.vie-publique.fr/parole-dexpert/270002-la-turquie-d-erdogan-une-evolution-politique-spectaculaire
- ¹³ Tançrède JOSSEAN, *op. cit.*
- ¹⁴ Hakan M. YAVUZ, *op. cit.*
- ¹⁵ *Ibid.*, p. 4.
- ¹⁶ Raoul GIRARDET, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1986, 212 p.
- ¹⁷ Hakan M. YAVUZ, *op. cit.*, pp. 150-152
- ¹⁸ Tançrède JOSSEAN, *op. cit.*
- ¹⁹ www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/turquie-kemalisme-neo-ottomanisme
- ²⁰ Hakan M. YAVUZ, *op. cit.*, p. 196.
- ²¹ Hannah L. SMITH, *op. cit.*
- ²² Metin GURCAN, *Opening the black box, The turkish military before and after july 2016*, Helion & Company, Warwick, 2018, pp.267-268.
- ²³ <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/10/26/cem-gurdeniz-geopolitique-maritime-turque/>
- ²⁴ <https://warontherocks.com/2020/06/blue-homeland-the-heated-politics-behind-turkeys-new-maritime-strategy/>
- ²⁵ Johanna OLLIER, « Les frontières maritimes, au cœur de la compétition en mer Égée et au Levant », *Diplomatie*, numéro 105, Septembre-Octobre 2020, pp. 50-52.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Nicolas MAZZUCCHI, « Les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale dans le grand jeu gazier international », *Diplomatie*, Numéro 105, Septembre-Octobre 2020, pp. 44-48.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ www.forbes.com/sites/hisutton/2020/05/13/turkeys-new-assault-carrier-will-transform-navy/?sh=6201c42d9f1d

³⁰ C'est de manière plus générale le budget du ministère turc de la Défense qui augmente sensiblement, de plus de 16 % cette en 2020 (un record après celui du ministère de la Santé) quand celui des Affaires étrangères a diminué, symbole du passage à une politique étrangère plus interventionniste. www.lefigaro.fr/international/erdogan-hisse-l-etendard-de-l-islamo-nationalisme-sur-sainte-sophie-20200724

³¹ www.monde-diplomatique.fr/2020/09/MOREL/62172

³² www.lemonde.fr/international/article/2020/07/31/turquie-revanche-sur-le-traite-de-sevres_6047822_3210.html

³³ « AK Partili Kavaklıoğlu: ABD ve Avrupa'da tekrar 'Osmanlı korkusu' oluştu », CNN Turquie, 10 mars 2018, www.cnnturk.com/turkiye/ak-partili-kavaklioglu-abd-ve-avrupada-tekrar-osmanli-korkusu-olustu

³⁴ Vidéo du discours disponible sur Twitter : <https://twitter.com/Islamism-Map/status/1085850691376242688>

³⁵ « German intelligence warns of Turkish surveillance in Bundestag : report », *Politico*, 28 juin 2017, www.politico.eu/article/german-intelligence-warns-of-turkish-surveillance-in-bundestag-report/

³⁶ « Turkish spy agency has snatched 80 people from 18 countries », Associated Press, 5 avril 2018, <https://apnews.com/article/4244a50c-44c6434b83ef95d029f91e02>

³⁷ « How Strongmen Turned Interpol Into Their Personal Weapon », The New York Times, 22 mars 2019, www.nytimes.com/2019/03/22/world/europe/interpol-most-wanted-red-notices.html

³⁸ « Osmanen Germania, ce gang turco-allemand accusé d'intelligence avec les espions turcs », Middle East Eye, 24 octobre 2017, www.middleeasteye.net/fr/reportages/osmanen-germania-ce-gang-turco-allemand-accuse-dintelligence-avec-les-espions-turcs

³⁹ « L'impossible vérité sur l'assassinat de trois Kurdes à Paris », Slate, 11 janvier 2017, www.slate.fr/story/133979/guerre-de-lombrie

⁴⁰ Rapport annuel 2005 de l'Office fédéral de protection de la Constitution

⁴¹ Le Journal du Dimanche, 7 février 2021

⁴² « L'irrésistible expansion de Milli Gorus, l'association musulmane turque », Le Parisien, 28 juillet 2020, www.leparisien.fr/val-d-oise-95/ile-de-france-l-irresistible-expansion-de-milli-gorus-l-association-musulmane-turque-28-07-2020-8360022.php

⁴³ « New Rules for Muslims in German State Blasted », Deutsche Welle, janvier 2006

⁴⁴ Gaye PETEK et Ségolène DÉBARRE, *Histoire des Turcs en France*, Edition du Détour, 2019

⁴⁵ Le Journal du Dimanche, *op.cit.*

⁴⁶ « L'Union Européenne condamne les provocations «inacceptables» d'Ankara, mais diffère toute sanction à décembre », France Info, 30 octobre 2020, www.francetvinfo.fr/monde/europe/allemande/l-union-europeenne-condamne-les-provocations-inacceptables-d-ankara-mais-differe-toute-sanction-a-decembre_4161687.html

⁴⁷ A. GAMLEN, « Diaspora engagement policies: What are they, and what kinds of states use them ? », Centre on Migration, Policy and Society Working Paper 32. University of Oxford, 2006

⁴⁸ Nikola MIRKOVIC, Le retour du sultan dans les Balkans, *revue Conflits*, mai 2020.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ « Turkey Seeks to Boost Presence in Montenegro », *Balkan Insights*, 11 février 2020, <https://balkaninsight.com/2020/02/11/turkey-seeks-to-boost-presence-in-montenegro/>

⁵¹ Nicola MIRKOVIC, *op.cit.*

⁵² Stéphane DE TAPIA, géographe, cité dans Le Monde, 15 avril 2017

⁵³ « Que pèse vraiment la Turquie dans l'islam de France ? », Le Monde, 5 novembre 2020

⁵⁴ INSEE cité par Mehmet-Ali AKINCI, professeur des universités de Rouen Normandie

⁵⁵ Stéphane DE TAPIA, *op.cit.*

⁵⁶ INSEE, 29 juin 2020

⁵⁷ « Erdogan encourage les Turcs à faire beaucoup d'enfants », Le Dauphiné, 17 mars 2017

⁵⁸ « La France sait-elle encore intégrer les immigrés ? », Haut Conseil à l'Intégration, rapport, 2011

⁵⁹ Stéphane DE TAPIA, *op.cit.*

⁶⁰ Ural MANCO, *Turcs d'Europe et Turquie dans l'Union*, 2005

⁶¹ François Dubet cité par Mehmet-Ali AKINCI

⁶² Maïtena ARMAGNAGUE, « Les dynamiques d'adaptation sociale des communautés turques en France et en Allemagne. Le cas des jeunes générations », *Sociologie*, vol. I, n° 2, 2010

⁶³ Lydie FOURNIER, « Comment les jeunes Turcs s'intègrent en France », *Sciences Humaines*, n° 223, février 2011

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Mehmet-Ali AKINCI, *Pratiques langagières des immigrés Turcs en France*, 1996

⁶⁶ « La France sait-elle encore intégrer les immigrés ? », Haut Conseil à l'Intégration, *op.cit.*

⁶⁷ « La fabrique de l'islamisme », Institut Montaigne, rapport, 2018

⁶⁸ « Que pèse vraiment la Turquie dans l'islam de France ? », Le Monde, 5 novembre 2020

⁶⁹ « Ahmet Ogras, le nouveau président du CFCM qui laisse perplexe », Europe 1, 30 juin 2017

⁷⁰ « Erdogan a des vues sur l’islam de France », L’Express, 11 avril 2017

⁷¹ « Ile-de-France : l’irrésistible expansion de Milli Gorus, l’association musulmane turque », Le Parisien, 28 juillet 20

⁷² « Comment le président turc Recep Tayyip Erdogan infiltre la France », Le JDD, 6 février 2021

⁷³ Hugo Micheron, enseignant à l’École normale supérieure dans le cadre de la chaire d’excellence Moyen-Orient Méditerranée, dirigée par Gilles Kepel, cité dans Le Figaro, 3 novembre 2020

⁷⁴ « Pour 57% des jeunes musulmans, la charia plus importante que la République », Le Point, 5 novembre 2020

⁷⁵ Jean Marcou, professeur à Sciences-po Grenoble et spécialiste de la Turquie contemporaine.

⁷⁶ « Erdogan s’indigne des propos de Macron sur le séparatisme islamiste », Challenges, 6 octobre 2020

⁷⁷ Institut Montaigne, *op. cit.*

⁷⁸ « Comment la Turquie courtise les Français musulmans », La Croix, 21 octobre 2020

⁷⁹ « BarakaCity dissoute, son président demande l’asile à la Turquie », Libération, 28 octobre 2020)

⁸⁰ « Erdogan utilise la religion pour intervenir dans différentes régions du monde », Le Parisien, 26 octobre 2020

⁸¹ Omero Marongiu-Perria, sociologue, cité par Le Monde, 5 novembre 2020

⁸² « Imams et enseignants détachés : un accord en trompe-l’œil avec la Turquie », L’Opinion, 2 octobre 2020

⁸³ « Fin de l’enseignement des langues étrangères : pourquoi ça coince avec la Turquie », L’Express, 20 février 2020

⁸⁴ Ariane BONZON, *Turquie, l’heure de vérité*, citée par L’Express, 20 février 2020

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ « L’ingérence turque dans le champ religieux en France », Marianne, 6 octobre 2020

⁸⁸ « En France, la communauté turque a massivement voté pour Erdogan », France Info, 25 juin 2018

⁸⁹ « À Strasbourg, l’étonnant meeting de campagne d’Erdogan », L’Obs, 5 octobre 2020

⁹⁰ « Meeting pro-Erdogan à Metz : le déshonneur de la France », Marianne, 13 mars 2017

⁹¹ « La Turquie s’invite-t-elle dans les législatives par le biais de candidats ? », Libération, 3 juin 2017

⁹² *Ibid.*

⁹³ « Ile-de-France : l’irrésistible expansion de Milli Gorus, l’association musulmane turque », Le Parisien, 28 juillet 2020

⁹⁴ Le JDD, *op. cit.*

⁹⁵ Expression utilisée notamment par le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF)

⁹⁶ Jean Marcou, professeur à Sciences-po Grenoble et spécialiste de la Turquie contemporaine

⁹⁷ « Ahmet Cetin, l’activiste pro-turc des Loups Grils condamné pour incitation à la haine » Le Parisien, 5 novembre 2020

⁹⁸ Mohamed Sifaoui, « Un inquiétant activiste au sommet de l’islam de France », dans Le Journal du Dimanche, n° 3865, 7 février 2021, p. 3

⁹⁹ La communauté turque représente 50% des musulmans présents en Allemagne. Ils étaient près de 70% avant la crise des réfugiés en 2016.

Table des matières

Avant-propos	9
Partie 1 : Nostalgie ottomane	13
1. Erdogan, le Janus du Bosphore	15
FOCUS#1 - Néo-ottomanisme : Comment Erdogan utilise l'histoire et la mémoire	20
2. La politique étrangère d'Erdogan : la revanche des passions	23
Partie 2 : Conquérir l'Europe	31
1. L'activisme politique turc en Europe et ses relais d'influence	33
2. Comment la diaspora turque a été prise en main	39

FOCUS#2 - La stratégie d'influence de la Turquie dans les Balkans	46
---	----

Partie 3 : La naïveté française face aux chevaux de Troie d'Erdogan

55

1. La diaspora turque en France, courroie de transmission de la stratégie d'influence d'Erdogan	57
2. L'islam turc en France : une « diplomatie religieuse », une stratégie d'islamisation et de mainmise sur l'organisation de l'islam de France	63
3. Au-delà du religieux : l'influence culturelle et politique de la Turquie d'Erdogan en France	69

Conclusion

77

Notes

83

Directeur de publication : Jordan Bardella,
député européen, membre de la Fondation ID

Co-directeur de publication : Antoine Teyssier

Crédits photos - Couverture : AP Images (*Turkey's President Recep Tayyip Erdogan delivers a speech during a military academy ceremony in Ankara, Turkey, Thursday Jan. 24, 2019. Erdogan says he is shocked by U.S. President Donald Trump's decision to recognise Venezuelan opposition leader Juan Guaidó's claim to the presidency*)

La Fondation ID est partiellement financée par le Parlement européen.
Le Parlement européen ne peut pas être tenu responsable des informations fournies.

Cette publication n'est pas destinée à la vente.

